

Curriculum vitae

Renseignements personnels

Adresse: Lot AK 20 Ankadikely Antananarivo 103- Madagascar

Nom : RATIARAISSOA Harimahefa

Date de naissance : 02 juin 1954

Nationalité : Malagasy

Situation matrimoniale : mariée, 2 enfants

Formations

1979 : Licence en droit privé - Faculté de Droit- Université d'Antananarivo

1980 : Diplôme de l'Institut d'Etudes Judiciaires (IEJ)- Faculté de Droit- Université d'Antananarivo

1999 : Attestation d'aptitude à la langue anglaise - Centre Culturel Américain

Expériences professionnelles

2009 à ce jour : - Magistrat près la Cour de Cassation de la Cour Suprême de Madagascar en charge de toutes les matières dont les affaires pénales : rédaction des rapports sur les affaires à juger, délibération en chambre du conseil, jugement des affaires en audiences publiques, en chambres réunies et en audiences de conflits de juridiction.

- Membre de la Commission Spéciale de la Cour Suprême sur l'AMNISTIE POUR LA RECONCILIATION NATIONALE : prise de décision sur les demandes d'amnistie afférentes aux crises politiques du pays entre 2002 et 2009.
- Rédaction des rapports initiaux et périodiques des droits de l'Homme de Madagascar à soumettre devant les organes conventionnelles (CERD-CEDEF-PIDCP-PIDESC-CAT)
- Rédaction du rapport national dans le cadre de l'examen périodique universel
- Mise en place d'un système national de suivi des cas de violation des droits de l'Homme

2002 -2009 : Présidente du Tribunal de Première Instance d'Antananarivo chargée particulièrement :

- de la gestion administrative, financière et des ressources humaines de la juridiction.
- du suivi et jugement des dossiers délicats : relatifs aux conflits nés des événements politiques du pays, touchant gravement l'ordre public (émeutes), à incidences diplomatiques et relatifs aux demandes d'extradition, d'entraide internationale et de commission rogatoire internationale.
- de la direction du Conseil de Surveillance des Etablissements Pénitentiaires du ressort de la juridiction : contrôle annuel de leur fonctionnement, du traitement des détenus, de la tenue des registres de détention et rédaction des rapports et procès-verbaux y afférents.
- des études et suivi des demandes d'adoption internationale.

1991 - 2002 : Vice-présidente du Tribunal de Première Instance d'Antananarivo.

1987 - 1991 : Juge près le Tribunal de Première Instance d'Antananarivo en charge des affaires civiles et pénales.

Mars - novembre 1985 : Juge d'instruction par intérim au Tribunal de Section de Miarinarivo (Juridiction antérieurement sous le contrôle du Tribunal de Première Instance d'Antananarivo).

1980 - 1987 : Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de Première Instance d'Antananarivo :

- traitement des dossiers d'arrestation des délinquants majeurs et mineurs ;

- visites et contrôles périodiques des prisons, des centres de rééducation des mineurs en conflit avec la loi, des foyers d'hébergement des enfants abandonnés et objet de maltraitance sous la tutelle conjointe du Ministère de la Justice et du Ministère de la Population ;
- représentation du Ministère Public aux audiences pénales mettant en cause des majeurs et aux audiences des Tribunaux pour Enfants ;
- réunions de travail périodiques avec les Officiers de Police Judiciaire.

1980 : Entrée dans la magistrature

Autres activités professionnelles pertinentes

- **Enseignement :**

1996 à ce jour : Formatrice à l'Ecole Nationale de la Magistrature sur :

- Les Droits de l'Homme : le système international de protection et de promotion des droits de l'homme, l'applicabilité des Conventions internationales par le juge national
- Le droit pénal spécial : Violences sexuelles et basées sur le Genre, les atteintes à l'intégrité des personnes, les divers crimes sanctionnés par des lourdes peines privatives de liberté (atteintes aux droits de propriétés avec circonstances aggravantes, conflits ethniques, destruction de biens publics...)
- La procédure pénale de droit commun et les procédures criminelles spéciales (grands banditismes, vol de bovidés, vols aggravés)

1995 -2003 : Chargée de formation en droit pénal et en procédure pénale à l'Ecole Nationale de la Gendarmerie

1996-1999 : Enseignante vacataire en procédures civile et pénale à l'Ecole Nationale d'Administration de Madagascar à l'endroit des élèves inspecteurs des domaines.

1990-1996 : Chargée des travaux dirigés de droit pénal et de procédure pénale à l'endroit des étudiants en droit des 2^{ème} et 3^{ème} années à la faculté de droit de l'Université d'Antananarivo.

- **Travaux de réformes législatives :**

2008-2013 : Membre de la Commission de réforme législative : élaboration du projet de loi sur la répression des crimes transnationaux organisés, du projet de loi portant mise en place du Conseil Supérieur de la Magistrature, du projet de loi sur l'adoption nationale et internationale, du décret portant Assistance Judiciaire, du projet de texte portant création de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH).

- **Autres activités professionnelles spécifiques:**

2002 - 2009 : Membre du Conseil Supérieur de la Magistrature

1995 à ce jour : Vice-présidente de l'Association des Magistrats du Tribunal d'Antananarivo : contribution dans la conception, la mise en place et la gestion des kiosques juridiques, d'un accueil directionnel et d'une aide à la constitution des dossiers d'assistance judiciaire près le Tribunal de première Instance d'Antananarivo.

2007 : Responsable des actions juridiques entreprises par le Ministère de la Justice dans la conception, la mise en place et le fonctionnement d'une clinique juridique dans un quartier populaire d'Antananarivo pour la formation de para-juristes en charge du règlement des litiges de voisinage à caractère civil et pénal (conciliation et médiation)

2003-2009 : - Première responsable de la réalisation de la politique du Ministère de la Justice sur pistes RRI (Rapid Results Initiatives) pour la modernisation du Tribunal de Première Instance d'Antananarivo en collaboration avec le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité(CSI) et dans le cadre de la Bonne Gouvernance.

- Chef d'équipe du groupe d'actions œuvrant pour l'efficacité de la Justice par la conception et la mise en application des standards de services au sein du Tribunal d'Antananarivo pour l'atteinte des objectifs de rapidité, de capacité et d'accessibilité à la justice.

2002 à ce jour : Vulgarisation des textes protecteurs des droits de la femme et des enfants, des droits individuels, des préventions et répressions des violences et sur l'égalité de genre.

Publications

- Dépliants sur la procédure d'amnistie pour la réconciliation nationale (loi du 03Mai 2012)
- Manuel sur la lutte contre la torture et les mauvais traitements à Madagascar
- Manuel de procédure pénale malgache
- Dépliants sur la lutte contre les violences à l'égard des femmes
- Brochure sur les principes essentiels des droits de l'homme
- Guide sur la protection des droits de l'enfant et le fonctionnement du Tribunal pour Enfants
- Guide sur les droits de la famille
- Dépliants sur les procédures d'adoption nationale et internationale

Séminaires, colloques, ateliers et conférences

- **Formations locales sur divers thèmes dont :**
 - Le Droit International Humanitaire
 - Le juge national et l'application des instruments internationaux ratifiés par Madagascar.
 - Mécanismes indépendants d'inspection et prévention et lutte contre la fraude et la corruption dans les opérations de développement : approche de la Banque Africaine de Développement.
 - La politique de cassation en matière pénale.
 - Formation des chefs de Cour et de Juridiction sur le Leadership.
 - Les frais de justice criminelle, le recouvrement des amendes pénales et des frais de justice.
 - Ethique et déontologie : la conduite professionnelle des magistrats et la qualité de la justice pénale anti-corruption.
 - L'application des peines privatives de liberté : problématiques et enjeux.
 - Les délinquances économiques et financières.
 - Les infractions politiques : aspects et procédures d'instruction.
 - Le droit pénal positif et le mode de règlement des litiges à caractère pénal en milieu socio communautaire.
 - Approches en matière de règlement de conflits ethniques.
 - Le crime particulier du grand banditisme : lutte et répression.
 - La protection des enfants contre les différentes formes de violence : la pédophilie, le tourisme sexuel, le travail des enfants, les autres formes de maltraitance.
 - Les femmes leaders : caractères et compétences.
 - Les droits de la femme en Afrique : droit comparé.
 - Les instruments internationaux et le droit national pour la protection de l'enfance.
 - Les problématiques de la cybercriminalité : cadre juridique, les divers délits commis par le réseau informatique, les mesures de protection des mineurs contre les attentats aux mœurs, les mesures de prévention.
 - Les juridictions répressives et les droits humains.
- **Formations extérieures :**
 - Représentation de la Cour Suprême de Madagascar aux XIII^{ème} assises statutaires et VI^{ème} session de formation des magistrats membres de l'Association Africaine des Hautes Juridictions Francophones sur le thème : « *La justice africaine face à la montée de la criminalité transfrontalière* ». (Cotonou-Benin)
 - Enforcement workshop on combating counterfeiting within the Southern African Development Community (Pretoria- Afrique du Sud).
 - Capacity Building Programme on WTO issues for Officials from Africa countries (Delhi- Inde).

- Le droit de propriété intellectuelle en Afrique francophone : aspect pénal (Yaoundé- Cameroun).
- L'arbitrage international (Cour d'Arbitrage de Paris)
- Formation des formateurs à l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM – Paris et Bordeaux).
- Séminaire sur le thème : « *Justice et Développement* » (ENM-Paris).
- Stage pratique près la Cour d'Appel de Douai (France) sur le traitement des procédures pénales.
- Les modes alternatifs de règlement des litiges : transaction, médiation, arbitrage et conciliation (le Touquet –France).
- Stage pratique sur le fonctionnement de la juridiction pénale de Saint-Pierre (La Réunion).
- Droit du Développement : technique de planning, de négociation, de médiation et d'arbitrage international (IDLI-Italie).

Association et sociétés professionnelles

- Membre du Bureau National de suivi des violences basés sur le genre et de l'accès à la justice
- Membre de l'organisation non gouvernementale « *Femmes et vertus* » œuvrant pour l'information des femmes vulnérables sur les mesures relatives à l'élimination de la violence contre les femmes, sur leurs droits, sur l'égalité de genre, sur la prévention du crime et sur la justice pénale.
- Parrainage de l'association locale « *AINA-Enfance et Avenir* » œuvrant pour la protection des enfants déshérités et des filles-mères.
- Membre de l'Association pour la Sauvegarde et la Protection de l'Enfance (ASPE) œuvrant pour la protection des mineurs en détention dans les centres de correction : composée de juges, d'assistants sociaux et de bénévoles.

Distinctions honorifiques

- Chevalier de l'Ordre National (2002)
- Officier de l'Ordre National (2007)

Centres d'intérêt

Lecture, voyages, musique.